

DEVOIR DE LUCIDITÉ ...

«Voici le premier impératif: gardons-nous de suivre, à la manière des moutons, le troupeau de ceux qui précèdent en allant non où il faut aller, mais simplement où vont tous les autres. (Sénèque - La Vie Heureuse).»

La chose est entendue. Je suis partisan d'appeler à voter NON au référendum (si référendum il y a) pour ou contre le *«projet de Constitution Européenne»*. Cela étant, et à moins de vouloir s'auto-mystifier, il n'est pas interdit de tenter d'y voir clair dans le jeu trouble de certains politiques (pour ne pas dire politiciens!). De plus, il y a certaines confusions qu'il vaudrait mieux ne pas entretenir. Ainsi, sur le plan syndical, la comparaison avec le référendum de 1969 me semble pour le moins hasardeuse. Hormis le fait que, dans les deux cas, il s'agit de s'opposer à un tabou qui prétendrait interdire au mouvement syndical de défendre son droit à l'existence, y compris par l'usage du bulletin de vote. Il faut bien admettre que les conséquences du NON de 1969 auront été singulièrement plus importantes qu'un éventuel non, plus ou moins consensuel, au projet de Constitution de Giscard d'Estaing.

En 1969, dans le cadre de l'État Nation, De Gaulle et ses amis, en application de la *«doctrine sociale»* de l'Église exprimée par eux sous la forme de *«l'association capital travail»* et, dans le cadre du *«coup d'état permanent»*, prétendaient instaurer, en France, un ordre corporatiste... une sorte de *«franquisme»* à la française! Leur échec nous a permis de gagner un temps précieux. Aujourd'hui, le contexte politique a, hélas! profondément changé. Les institutions européennes d'inspirations corporatistes (à commencer par la CES) sont déjà en place et on peut légitimement craindre qu'un simple NON au référendum voulu par Chirac (sans préjuger de la forme de la question à laquelle les français seront invités à répondre) ne suffise pas à interrompre la construction d'un état supra-national totalitaire!

D'autre part, et sans vouloir faire de procès d'intention, on est bien obligé de s'interroger sur les motivations profondes de certains partisans du NON. J'ai entendu un homme politique, et non des moindres, qui, tout en proclamant haut et fort ses convictions européistes, tentait de justifier son appel à un vote NON par le simple fait que le projet de Constitution n'était pas ...assez social. Quand on sait que, dans la bouche des européistes le vocable social est synonyme de corporatisme, on ne peut qu'être dubitatif vis-à-vis de ce Monsieur, même s'il a, par ailleurs, fait l'objet de critiques de la part des *«jaunes»* de la C.F.D.T.

Quant au Président de la République qui a fait le choix du référendum, il justifie son appel à voter OUI parce que le projet fait référence au *«service public»*. On notera que Chirac évoque le *«service public»* et non la *«fonction publique»* au moment même où on nous propose, ni plus ni moins de confier des *«missions de service public»* aux marchands de soupe capitalistes et aux paroisses ... curieuse conception de la République!

Dans un autre domaine, comment ne pas s'interroger sur la forme que prend parfois, au plan européen, le nécessaire combat pour la défense de la laïcité dont tout le monde, ou presque, se réclame. Même notre *«Sainte Mère l'Église apostolique et romaine»* s'affirme pour le maintien, en France, de la loi de 1905. Mais faut-il vraiment s'en étonner quand on sait que *«l'Europe Vaticane»* se définit comme un ensemble de *«communautés»* et qu'est-ce qu'une communauté si ce n'est une structure religieuse?

Un dernier mot: je suis, moi aussi, convaincu qu'aujourd'hui, comme hier, seul le rapport de forces entre dominants et dominés sera déterminant et je pense qu'un NON au référendum serait probablement de nature à nourrir le processus de résistance à la mise en place d'un ordre supranational européen et totalitaire. Mais encore, est-il nécessaire que tous ceux qui veulent participer au combat pour la reconquête de nos libertés aient la volonté de s'opposer frontalement à tous les mensonges de la propagande d'état. Autrement suivre le conseil donné par Sénèque il y a un peu plus de deux mille ans: *«Ne pas suivre le troupeau»* et, ainsi échapper à l'autorité du *«pasteur»*.

Alexandre HÉBERT.